

DÉCLARATION DES DONNÉES INDIVIDUELLES

Pour le calcul de l'avance, la période prévisible durant laquelle des animaux ne seront pas produits du fait des mesures de dépeuplement et de vide sanitaire mises en œuvre en zone de restriction afin de lutter contre l'influenza aviaire est par défaut de 16 semaines au maximum. Dans ce cas, la perte de production estimée est donc de 16/52 de la production annuelle de l'année de référence.

L'exploitant peut demander ci-dessous, par catégorie, une avance basée sur une durée inférieure à 16/52 de sa production annuelle, pour éviter le reversement d'un trop perçu avec intérêts au cas où l'avance versée serait supérieure à l'indemnisation finale, calculée sur la base des pertes effectivement constatées. Dans ce cas, il déclare pour les catégories de production concernées une période à prendre en compte inférieure à 16 semaines. Aucune période supérieure à 16 semaines ne sera prise en compte.

Année de référence : 2015 (cas général (1)) 2014 (2) Plan d'entreprise 2016 pour les JA installés avec DJA

FILIERE LONGUE		Catégories d'animaux produits FILIERE LONGUE (3)	Nombre d'animaux commercialisés ou cédés en interne à chaque stade de production dans l'année de référence	Durée (en semaines) à prendre en compte pour le calcul de l'avance <small>(à ne compléter que si la durée est inférieure à 16 semaines)</small>
	1	Canards démarrés standard / IGP		
	2	Canards démarrés Label Rouge		
	3	Canards prêts à gaver standard		
	4	Canards prêts à gaver IGP		
	5	Canards prêts à gaver Label Rouge		
	6	Canards gavés standard		
	7	Canards gavés IGP		
	8	Canards gavés Label Rouge		
	9	Canards de barbarie standard		
	10	Canards de barbarie certifiés		
	11	Canards de barbarie Label Rouge		
	12	Oies prêtes à gaver		
13	Oies gavées			

FILIERE COURTE		Catégories d'animaux produits FILIERE COURTE (4)	Nombre d'animaux commercialisés ou cédés en interne à chaque stade de production dans l'année de référence	Durée (en semaines) à prendre en compte pour le calcul de l'avance <small>(à ne compléter que si la durée est inférieure à 16 semaines)</small>
	1C	Canards démarrés		
	2C	Canards prêts à gaver		
	3C	Canards gavés		
	4C	Canards entiers		
	5C	Canards découpés		
	6C	Canards transformés		
	7C	Oies entières		
	8C	Oies transformées		

- (1) La période 2015 est retenue pour le cas général ainsi que pour les situations présentées au point 2.2.2 B.2 de la décision
- (2) Si l'année 2015 n'est pas significative de la production de l'exploitation, sous réserve d'une demande argumentée à joindre.
- (3) En filière longue des animaux élevés et gavés sur l'exploitation sont à déclarer dans leur catégorie respective : par exemple, des canards label rouge élevés dès le premier jour et gavés sur l'exploitation sont à déclarer en ligne 2, 5 et 8.
- (4) En filière courte, par exemple, des canards élevés dès le premier jour, gavés, abattus, découpés et transformés sur la ferme doivent être déclarés dans chaque ligne 1C, 2C, 3C, 4C, 5C, 6C.

Certification par un centre comptable des données relatives au nombre d'animaux commercialisés ou cédés en interne à chaque stade de production dans l'année de référence (colonne 2)
(à ne remplir que si d'autres pièces justificatives ne sont pas disponibles, cf. page 5)

Nom du centre comptable: _____

Signature et cachet du centre comptable :

Nom du comptable responsable : _____

***J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments
renseignés ci-dessus***

CRITERES D'ELIGIBILITE

EXPLOITATION EN ZONE DE RESTRICTION

Arrêté du 9 février 2016 déterminant des dispositions de lutte complémentaires contre l'influenza aviaire hautement pathogène suite à la détection de la maladie sur le territoire français.

- le siège de mon exploitation est en zone de restriction
- un ou plusieurs bâtiments hors siège est/sont en zone de restriction

dans la commune : _____ Code postal : _____

EXPLOITATION COMMERCIALISANT LES PRODUITS AVICOLES EN FILIÈRE COURTE

- J'ai déclaré mon activité de commercialisation des produits avicoles auprès de la Direction Départementale en charge de la santé et de la protection des populations (DD(CS)PP)

EXPLOITATION PRATIQUANT LE GAVAGE

Si mon exploitation pratique le gavage :

- Je déclare être en conformité avec les obligations de mise aux normes bien-être (arrêté du 21 avril 2015) et m'engage à fournir tout élément justificatif demandé par l'administration. En cas de fausse déclaration, l'aide sera restituée avec intérêts à FranceAgriMer.

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : _____

Demande à bénéficier de la prise en charge des pertes de revenus induites par les mesures de dépeuplement et de vide sanitaire adoptées pour lutter contre l'influenza aviaire à destination des éleveurs de palmipèdes en zone de restriction.

• **Atteste sur l'honneur :**

- avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
- l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- avoir pris connaissance de la décision du Directeur général de FranceAgriMer INTV-GECRI-2016-15 du 07/04/2016 et de ses modifications
- être à jour de mes obligations fiscales et sociales,
- avoir respecté les mesures de dépeuplement conformément à l'arrêté du 9 février 2016 modifié.
- n'avoir fait qu'une seule demande d'aide **par SIREN** dans le cadre de cette mesure,
- avoir pris connaissance des conditions de remboursement en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
- que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire.

• **M'engage à :**

- à fournir à la DDT/DDTM les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier,
- autoriser mon centre comptable, mon Organisation de producteurs et mes éventuels partenaires commerciaux à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier,
- conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
- accepter et faciliter les contrôles,
- rembourser tout montant qui serait déclaré indu suite à contrôle administratif à posteriori ou contrôle sur place, avec application d'intérêts,
- fournir tous les documents nécessaires à la régularisation de l'avance perçue.

Fait à _____, le _____ (obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire. L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE

Je joins à la présente demande les pièces justificatives dont je coche la case correspondante ci-dessous.

	Pièces	Pièce jointe par l'éleveur	Pièce fournie par l'OP	Sans objet
OBLIGATOIRE	- Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)	<input type="checkbox"/>		
	<i>Lorsque les pièces ci-dessous ne sont pas disponibles, une certification par le centre de gestion agréé ou un expert comptable (nom, signature et cachet) des données renseignées en page 2 établissant le nombre d'animaux commercialisés ou cédés en interne par catégorie de production doit être fournie en page 2 du présent formulaire :</i>			
	- factures d'achat et de vente, permettant d'établir le nombre d'animaux commercialisés ou cédés en interne par catégorie de production	<input type="checkbox"/>		
	- OU pour la production en filière longue, les documents établis par l'OP à laquelle le demandeur est adhérent et permettant d'établir le nombre d'animaux commercialisés ou cédés en interne par catégorie de production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	- OU le Plan d'Entreprise 2016 validé par l'administration pour les JA ayant bénéficié d'une DJA et installés après le 01/01/2015, permettant d'établir le nombre d'animaux par catégorie de production	<input type="checkbox"/>		
	- OU documents attestant la production en 2015 de l'exploitation uniquement pour les installations en palmipèdes sans DJA intervenues après le 01/01/2015	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A FOURNIR SELON LES CAS	- le cas échéant, argumentaire pour l'utilisation de l'année 2014 comme période de référence	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	- dans le cas d'une vente à la ferme des produits (filiale courte), récépissé de déclaration concernant les établissements préparant, transformant, manipulant, exposant, mettant en vente, entreposant ou transportant des denrées animales ou d'origine animale auprès de la Direction Départementale compétente pour la santé et la protection des populations (DD(CS)PP),	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	- le cas échéant, pour les exploitations ayant une activité dans la zone de restriction mais dont le siège n'est pas dans la zone de restriction, des justificatifs permettant de rattacher l'activité avicole éligible et les nombres d'animaux indiqués dans le présent formulaire à un bâtiment situé dans la zone de restriction (attestation d'assurance du bâtiment d'élevage, factures de ventes d'animaux spécifiquement rattachable au bâtiment, etc.)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	- Le cas échéant, pour les nouveaux installés, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité, aides à l'installation des JA ...)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

NB : les documents nécessaires au calcul définitif de la prise en charge des pertes de revenus après versement de l'avance seront précisés dans une décision ad hoc. Les pièces justificatives déposées pour l'avance ne seront pas redemandées pour le solde.